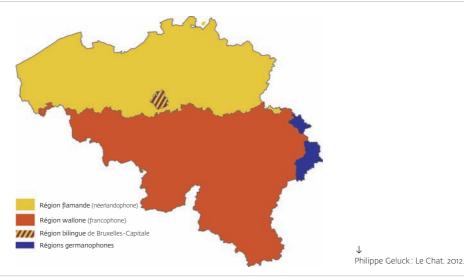
Le grand mystère belge...

PAR JEAN-MICHELLECLERCQ

Nous étions en pleine préparation de ce numéro quand est sorti, en Belgique francophone, le magazine *Médor*. «Comme chacun d'entre nous, *Médor* ne sait pas ce que veut dire être Belge » clamait-il d'entrée de jeu. Il est donc normal de ne pas vraiment savoir ce qu'est la Belgique? Rassurés, nous nous sommes dits que des gens qui posaient sur leur pays un regard si plein d'humour ne pouvaient être que de bon conseil. Jean-Michel Leclercq, un de ses journalistes, a relevé le défi de nous expliquer en six pages ce qu'est la Belgique. «Pas facile » nous a-t-il avoué, mais indispensable!









124 RLPE 287



Jean-Michel Leclercq vit à Bruxelles, il est journaliste indépendant et a collaboré au premier numéro du trimestriel coopératif Médor.

a Belgique, si petite mais si complexe... Une victime d'un complexe de petitesse? Le Belge se voit ou s'est vu petit. Il se l'est entendu dire. « Nos amis Belges », « les petits Belges » étaient une musique récurrente outre-Quiévrain. Une musique à l'accent condescendant et paternaliste. Un peu comme « nos amis Noirs » et « les petits Noirs ». D'ailleurs, analogie pour analogie, nous nous sommes même offert la notion de « belgitude », terme dérivé de la « négritude » de Senghor. La belgitude serait cette belge attitude oscillant entre dérisoire et autodérision, folklore et surréalisme. Des universitaires l'ont définie comme une « identité en creux », celle d'un peuple qui ne saurait pas vraiment qui il est, si ce n'est qu'il n'est pas un de ses grands voisins – la France, la Hollande, l'Allemagne, voire l'Angleterre –, peuples en comparaison desquels il afficherait une humilité nourrie de bière et de frites. Récemment, la belgitude est entrée au Larousse et au Robert : oui, pour un Belge – surtout francophone – la consécration passe encore par Paris!

Bien sûr, et d'autres universitaires en ont fait la critique (en Belgique, nous n'avons pas des intellectuels, mais des universitaires), cette idée de belgitude est aussi une grande approximation. L'humilité qu'elle vante allégrement est déjà en soi tout un paradoxe. Il se pourrait aussi qu'elle ne soit qu'affaire de Bruxellois et d'artistes qui, il est vrai, aiment à user d'humour et d'absurde pour traiter des choses graves et à prendre un air sérieux pour parler de futilités. Une récente exposition montée à Rome et à Bruxelles – IBelgi. Barbari e Poeti. (Les Belges. Barbares et Poètes.) – expliquait la poésie sauvage de nombreux artistes belges contemporains (mais l'on pourrait remonter à Bosch et Breughel) par l'incontournable proximité des frontières: partout en Belgique, vous êtes à un jet de pierre de l'ailleurs. Vouloir moquer les pouvoirs et les divisions historiques arbitraires serait alors un désir irrésistible.

FRACTURE LINGUISTIQUE

Mais dire que les Belges, en général, ignorent les frontières serait évidemment faux. Le pays est en au contraire parsemé. La plus manifeste est la frontière linguistique, tracé géographique définitivement fixé en 1962 pour distinguer communes francophones et néerlandophones. La mesure répondait à des demandes de politiques flamands soucieux d'endiguer la francisation de leurs terres. Plusieurs exceptions pondèrent cependant cette fracture. Tout d'abord Bruxelles, où prévalent les deux idiomes nationaux. Cela veut dire que chaque administré a le droit d'être reçu en néerlandais comme en français. D'un point de vue scolaire, un choix s'impose aux parents. École néerlandophone ou francophone? Chacune dépend d'une administration distincte, à l'instar des tribunaux, qui sont soit francophones, soit néerlandophones. Quant aux politiciens bruxellois, ils parlent la langue qu'ils désirent et peuvent passer de l'une à l'autre. Au plan privé enfin, et cela vaut dans tout le pays, «l'usage des langues est libre». Foi de constitution!

Aïe, la complexité atteint déjà un niveau trop élevé? Nous devons encore parler des «facilités» pourtant. Les «communes à facilités» sont des communes de Flandre ou de Wallonie, où la présence d'une minorité linguistique suffisante justifie pour celle-ci le droit à des services administratifs et à des



écoles dans sa langue. Inutile de vous dire, que ces facilités ne vont pas toujours sans difficultés ni conflits. Nous vous épargnerons les détails. Évoquons encore simplement l'existence de la Communauté germanophone: un ensemble de communes de langue allemande. Quelque 900 km² gagnés à l'Allemagne après le Traité de Versailles. C'est très beau et très vert.

DIVISIONS AU (MÈTRE) CARRÉ

Petit pays divisé en petites entités, elles-mêmes divisées en plus petites unités, la Belgique a aussi parfois des petits problèmes qui se font grands tant ils sont des condensés de complexité. Pas plus tard que ce matin 26 janvier 2016, les médias s'agitaient autour du Tunnel Stéphanie et du Tunnel Léopold II, deux tunnels bruxellois, l'un fermé depuis trois jours, l'autre en passe de l'être, parce que vétustes et mal entretenus. Et de cela, on fait un pataquès? Eh bien, toute la charge tragique et dramatique vient du fait qu'on ne sait trop qui blâmer et à qui faire payer la note. L'État fédéral? La Région de Bruxelles? Oui, mais les voitures ne viennent-elles pas surtout de Flandre et de Wallonie? Oui mais, entend-on aussi, le problème de mobilité de cette capitale championne européenne du bouchon ne vient-il pas aussi du fait que les dix-neuf échevins de la mobilité de ses dix-neuf communes font tout pour envoyer les voitures dans la commune voisine? À ce train là, en Belgique, on peut débattre longtemps...

Les divisions semblent intrinsèques au pays. Voire fondatrices. On lit régulièrement que l'indépendance arrachée aux Hollandais en 1830 a été permise par l'association des Catholiques et des Francs-maçons contre les Protestants bataves. À partir de là, il y eut des écoles catholiques et des écoles de l'État, dites laïques. Après plusieurs «guerres scolaires», au xixe siècle, un équilibre fut atteint. C'est là qu'émergèrent le socialisme et le mouvement ouvrier chrétien. Les ingrédients étaient là pour créer la «Belgique des piliers». Chaque pilier (chrétien, libéral ou socialiste) incluait un parti politique, des organes de presse, un syndicat, des mutuelles (assurance santé), des associations sociales, des institutions culturelles, et même des centres de vacances. Toute leur vie, beaucoup de Belges se tenaient à leur pilier. Quant aux organismes publics, ils se devaient bien sûr d'être gérés par des représentants issus d'une juste équation entre ces piliers.

Cette Belgique-là a tendance à s'estomper, mais son principe témoigne d'une tendance endémique à la création spontanée de sous-groupes. À se demander si le vrai Roi des Belges n'est pas l'esprit de clocher. Il faut avoir entendu ce que l'on dit à Liège, d'où je viens, des gens de Namur ou de Charleroi. Voire des villes voisines d'Herstal ou Seraing. Voire de certains quartiers de la ville. Au sein des partis politiques, les luttes sont âpres entre les délégations locales. Et entre les clans de l'un et de l'autre. Nonobstant s'affirme souvent une volonté que tout le monde soit content au final. Le fameux «consensus à la belge», un consensus que l'on peut voir comme un talent diplomatique ou au contraire comme une incapacité à transcender les divisions.

Petit pays divisé en petites entités, elles-mêmes divisées en plus petites unités, la Belgique a aussi parfois des petits problèmes qui se font grands tant ils sont des condensés de complexité.



Dess. de Kroll, pour Le Soir,



126 RLPE 287



UN PAYS SANS HISTOIRE?

En 1830, quand la Belgique fut créée, l'heure était au nationalisme romantique. Il était aussi naturel que nécessaire de lui trouver une justification dans les méandres du passé. Le terme même de Belgique, récupéré chez Jules César («de tous les peuples de la Gaule, les Belges sont les plus braves»), avait émergé avec la brève existence, de janvier à décembre 1790, des États belgiques unis regroupant notamment ces territoires ayant été tour à tour bourguignons, espagnols, autrichiens ou néerlandais: les comtés de Flandre, Brabant, Hainaut et Namur, mais pas la Principauté de Liège (dont le passé était davantage lié au Saint-Empire Germanique). Notez qu'en néerlandais, cet état éphémère se disait: États néerlandais unis. Un début magistral!

Quarante plus tard, la Belgique naît officiellement francophone. Le français est la langue de la bourgeoisie, ainsi que la langue de l'aristocratie européenne (Léopold, premier roi et patriarche de la dynastie des Saxe Cobourg Gotha, était allemand et par ailleurs oncle de la Reine Victoria). La population parle divers dialectes néerlandais, wallons, picards et germains. Au niveau des symboles, on se choisit quelques Gaulois (les Éburons), un Croisé Roi de Jérusalem (Godefroy de Bouillon) et même bientôt des dinosaures, suite à la découverte d'ossements d'Iguanodon à Bernissart (1878).

La Belgique est encore bébé qu'émerge le mouvement flamand visant à faire reconnaître le néerlandais comme langue d'enseignement, d'administration et de politique. Dans les universités, le néerlandais n'apparut qu'après la Première Guerre mondiale. La Constitution ne sera officiellement traduite qu'en 1967! Cette longue lutte d'émancipation et ces décennies d'humiliation ont laissé des traces. De même, un vrai racisme anti-flamand a prospéré en Wallonie (Wallonie, un terme apparu vers 1860... en réponse à celui de Flandre!). Le théâtre et la chanson populaires moquaient le Flamand benêt et paysan. Parfois ils mettaient en garde contre ce dangereux étranger, beau et grand, venant «séduire nos femmes». Ailleurs, dans les villages reculés de Flandre, des prêtres omnipotents mettaient en garde contre ces villes francophones industrielles et déchristianisées où régnait le vice. L'autre est toujours à blâmer.

Comment aujourd'hui raconter ce passé dont il n'existe en réalité pas d'Histoire officielle et commune¹? La recherche, comme l'enseignement, dépend en effet d'administrations soit francophones, soit néerlandophones. Et les deux mondes, à l'instar des médias du Nord et du Sud du pays, communiquent très peu. Le premier parti du pays est nationaliste et flamand. Bart De Wever, son leader charismatique, historien de surcroît, donnait il y a peu une définition étrange de la nation: «La Flandre est une nation, parce que nous regardons les mêmes programmes télé.» On est loin du romantisme tragique du xixe siècle, mais l'on marque son territoire.

AU RISQUE DES HISTOIRES PERSONNELLES

J'ai pu creuser plus personnellement cette question à travers une enquête publiée dans le premier numéro du magazine belge d'investigation *Médor*. J'y ai rédigé «Quand j'étais Flamande», article pour lequel j'ai enquêté sur

les origines de ma grand-mère, une orpheline flamande adoptée en Wallonie en 1924.

Outre la découverte de drames familiaux plus lourds et complexes qu'attendus, mes recherches m'ont fait regarder ces questions de migration, dont on parle peu dans notre pays. Pas les migrants dont on a si peur aujourd'hui, non, ceux qui fuyaient la misère et la famine des campagnes flamandes pour tenter leur chance dans les villes francophones à l'industrie florissante. Leur chemin « d'intégration » ne fut pas évident, pas plus qu'il ne fut aisé aux Wallons exilés des campagnes de trouver l'allégresse au fond des mines. On peut même croire que les souffrances et humiliations de cette page méconnue de l'Histoire belge ont souvent été oubliées pour être remplacées par des clichés sur l'autre. Alors que dans la riche Flandre d'aujourd'hui on méprise la pauvre Wallonie, invoquant l'ancienne oppression francophone, de nombreux Francophones aux origines pourtant flamandes disent ouvertement ne pas aimer ces voisins arrogants au langage barbare. Qui seraient si différents.

Or chaque «Belge de souche» (pour utiliser cette horrible expression) est souvent l'héritier de ces rancœurs, hontes et bâtardises oubliées ou mal digérées. Au sein des familles, chacun a réécrit l'Histoire pour coller avec l'identité désirée. En l'absence d'une Histoire écrite et commune, la tentation est d'autant plus grande de bricoler.

Qu'est-ce qu'être Belge? C'est habiter sur une terre de 30 000 km², avec trois langues officielles, une capitale qui est aussi capitale européenne, des marchands d'armes et de diamants, des riches et des pauvres, des conflits de clocher, et, comme partout, une question existentielle à affronter: qui et où suis-je?



个 *Médor*, n°1

1. Voir le passionnant ouvrage collectif: Belgique – België: Un État, deux mémoires collectives?, Olivier Luminet (dir.), Mardaga, 2012.



https://médor.coop/fr/magazine/

